

le plan international, surtout en ce qui a trait au plan de Colombo et au soulagement de la famine dans l'Inde. J'ai annoncé à la Chambre, il n'y a pas très longtemps, que le Gouvernement demanderait au Parlement d'affecter, à titre de participation à la première année du plan, la somme de 25 millions de dollars; toutefois, il est bien entendu que d'autres pays participants feront des versements appropriés afin que le plan atteigne son objectif général. Depuis, nous avons pris des mesures en vue de nous entendre avec les pays bénéficiaires afin que, pour ce qui est du Canada, le plan conserve l'impulsion qui lui a été donnée.

Le rapport de Colombo renferme, dans ses annexes, une liste d'entreprises à financer en vertu du plan. Nous avons invité les gouvernements de l'Inde et du Pakistan, avant même que soient arrêtés les détails du plan, voire avant que le plan entrât en application, à envoyer des techniciens compétents conférer avec nos fonctionnaires, sur une base bilatérale, de projets dont nous pourrions favoriser l'exécution, compte tenu des travaux pour lesquels le Canada est le mieux en mesure de s'engager. Nous faisons toutes les démarches préliminaires que nous pouvons pour maintenir cette activité.

Dans le domaine plus étendu de l'assistance technique, nous avons joué, je crois, un rôle utile. Nous avons participé à titre de directeurs ou de membres de missions techniques et de missions de l'ONU relatives à la Bolivie, l'Éthiopie, la Birmanie, la Colombie, l'Égypte et l'Inde, et nous songeons à donner suite à des demandes de techniciens pour la Libye, les Philippines, l'Indonésie et le Ceylan, en vertu du programme des Nations Unies. Mais il va de soi que, dans les circonstances présentes, il n'est guère facile de trouver, à cette fin, des techniciens canadiens compétents.

Aucun technicien n'a encore été fourni aux termes du plan de Colombo, mais le service d'assistance technique examine actuellement les quelque cinquante demandes reçues de l'Inde, du Pakistan et du Ceylan. Nous avons accompli davantage en ce qui concerne la formation technique de sujets venus de l'étranger.

Nous avons avisé le bureau de coopération technique du plan de Colombo que nous sommes disposés à accepter, prochainement, douze étudiants de l'Inde, dix du Pakistan et six de Ceylan, pour les placer dans les champs d'activité suivants: travaux de voirie, génie électrique, industrie de la pulpe et du papier, entreprises ferroviaires et agriculture. Le bureau de Colombo sera avisé que nous accepterons trois missions techniques pour des tournées de six à huit semaines, au cours

de l'été, dans les domaines de l'énergie hydro-électrique, de l'aménagement routier et de l'agriculture.

A la réunion du comité consultatif du commonwealth, tenue à Colombo en février, notre délégation a informé les pays représentés à ces pourparlers que le Canada est prêt à accorder des bourses aux pays intéressés aux domaines comme l'agriculture, le génie, la sylviculture, l'enseignement et les recherches médicales. Nous avons fait par la suite l'offre précise de soixante bourses universitaires d'études et de recherches aux pays du sud et du sud-est de l'Asie.

Une autre question qui a grandement intéressé la Chambre est l'aide qu'on pourrait accorder à l'Inde en vue d'atténuer la famine alarmante et qui va s'aggravant. Afin de tirer les choses au clair, je tiens à signaler que le premier ministre de l'Inde, M. Nehru, a annoncé, le 10 mai, que son pays a acheté comptant de l'Union soviétique 50,000 tonnes de blé. Il s'agit de 50,000 tonnes seulement que l'Union soviétique est en train d'expédier. Il a ajouté qu'on est en pourparlers en vue de l'achat de 500,000 tonnes supplémentaires, en échange de certaines marchandises de l'Inde. La Chine a échangé 50,000 tonnes de riz contre du jute indien. L'Inde a aussi acheté de la Chine 50,000 tonnes de sorgho.

Cet après-midi, on a parlé de la participation du Royaume-Uni. Il est vrai que le Grande-Bretagne a consenti à envoyer dans l'Inde une partie du blé qu'elle avait acheté en Australie. Le gouvernement hindou a ainsi reçu 42,000 tonnes de blé, qu'il a payé. On a donné à entendre, cet après-midi, que le Gouvernement ne semblait pas se rendre compte de la gravité de la famine dans l'Inde. Un député a dit que nous devrions accorder à l'Inde 100 millions de dollars pour des achats de vivres au Canada, que nous pourrions le faire si nous voulions. Il va sans dire, monsieur l'Orateur, que nous pourrions faire bien des choses, mais il nous serait très difficile —et je doute que ce soit la meilleure façon de procéder en ce moment,—de contribuer dans cette mesure à atténuer la famine dans l'Inde.

Dès février dernier, les députés s'en souviennent, le Gouvernement, se rendant compte que l'Inde allait vraisemblablement être en proie à la famine, offrait de lui livrer du blé en vertu du plan de Colombo. L'objet et le sens de cette offre ont donné lieu à des malentendus. Le seul blé de la campagne de cette année ne faisant pas déjà l'objet de contrats de vente était le blé de la catégorie n° 5. Le gouvernement indien nous a fait savoir le mois dernier qu'il désirait accepter notre offre de blé faite en vertu du plan de Colombo,